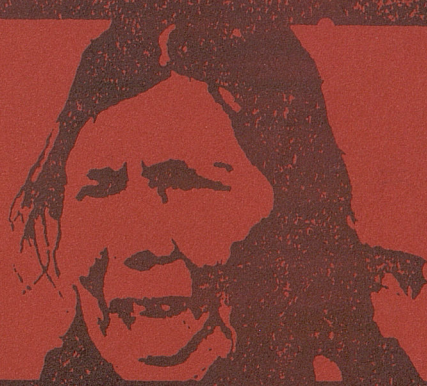


# pérou

## INFORMATION



ORGANE DE DIFFUSION DES LUTTES DU PEUPLE PERUVIEN



**II ASAMBLEA NACIONAL  
SINDICAL CLASISTA**

# CCUSC

4P 9152

JUILLET **76**

n° **16**

PARIS

**2,50** fr.

VIVA EL COMBATIVO  
PARTIDO COMUNISTA DEL PERU

"LA FACILITACION DE LA J.M.C. Y LA REPRESION EN SU CONJUNTO SE VAN ACRECENTANDO EN LA MEDIDA DEL FRACASO DEL REFORMISMO Y AL COMPAÑAMIENTO DE LA CRISIS ECONOMICA Y SOCIAL QUE DESGARRA TONO EL POPAGE DE "PACIFICACION SOCIAL" PROPUESTO POR LAS FF.AA. ; Y EN LA MEDIDA EN QUE ESTE FACTOR OBJETIVO PERMITA EL DESARROLLO DE LA OFENSIVA REVOLUCIONARIA DE LAS MASAS; ES DECIR, EL DESARROLLO DE LOS FACTORES OBJETIVOS.

(VII CONFERENCIA NACIONAL DEL P.C. del P. )

**PATRIA ROJA**

# EDITORIAL

## AVANCE DU FASCISME AU PEROU

---

La situation de misère et d'exploitation dont souffre le prolétariat et le peuple en général en raison de la profonde crise structurelle de notre société semi-féodale néo-coloniale, en transit vers un capitalisme dépendant, devient encore plus grave par la dernière dévaluation de la monnaie de 44 % et la hausse du coût de la vie de 30 % (qui s'ajoute à l'augmentation de 100% de l'année dernière).

Les classes dominantes essaient de faire payer aux masses travailleuses le prix de la crise et se regroupent pour s'affronter avec plus de force au peuple.

Voyant démasqués leur démagogie socialisante "révolutionnaire", par laquelle ils couvrent la politique de famine, "entreguiste", répressive et d'exploitation des agents militaires au pouvoir, représentants directs des intérêts de la grande bourgeoisie industrielle-financière, il ne leur reste qu'une seule issue : le fascisme ouvert. Ils préparent actuellement les conditions pour son instauration.

De son côté le peuple et ses organisations politiques s'organisent et luttent contre toutes les mesures anti-populaires et réactionnaires.

Dans ce contexte se situent les dernières mesures arbitraires et répressives prises par la Junte Militaire le 1er juillet 1976 :

1. La détention de plusieurs dirigeants et militants du parti communiste du Pérou (m.l.) "Patria Roja", avant-garde politique du prolétariat et du peuple péruvien, qui dirige d'une

façon correcte la lutte et l'orientent vers ses objectifs et tâches historiques, vers la libération nationale, la démocratie populaire et le socialisme.

2. Après la seconde Assemblée Nationale Syndicale Classiste, où fut imposée la ligne correcte pour la lutte contre les courants réformistes - opportunistes - révisionnistes - gouvernementaux, etc - lutte qui doit être dirigée et orientée par le mouvement syndical (seule alternative syndicale classiste) - nous voyons comment les ennemis de la classe ouvrière déchargent toute la violence de leur haine du peuple en exerçant une répression brutale, systématique et sélective, arrêtant 10 dirigeants du CCUSC, des combattants du peuple, des avocats, etc ... tous arrêtés lors d'une réunion.

3. Désireux de freiner les mobilisations et les grèves, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence dans tout le pays, le couvre-feu entre 22 h et 5 h du matin, la suspension des garanties constitutionnelles pour 30 jours. Ceci juste au moment où le CCUSC préparait une grève nationale préventive qui aurait dû se continuer par une grève nationale illimitée.

4. Les manifestations combattives des habitants des banlieues, réprimées par des formations spécialisées de l'armée ; la réponse de la villa de El Salvador, où il y eut deux morts et de très nombreux blessés, sont un exemple pour le courage du peuple dans sa lutte héroïque et

de son refus de la politique du gouvernement.

5. Dans Lima, la capitale, on peut voir un grand déploiement de troupes, les rues sont occupées par les soldats, des véhicules blindés placés dans tous les endroits stratégiques de la ville.
6. Il y a partout des mobilisations contre les mesures du gouvernement. Les plus importants mouvements ont eu lieu au Callao, à Ayacucho, Arequipa et Ica, ainsi que dans les villes du nord du pays, où la population avait dressé des barricades pour faire face à la répression. Dans beaucoup de villes il y a eu des morts et des blessés lors des affrontements avec l'armée et la police, et partout il y a eu un grand nombre de détenus.
7. Beaucoup de revues ont été saisies et interdites : Oiga, Equisx, Marka, Unidad, Momento, La Palabra, Amauta del Mar, El Periodista, Opinion libre, El Tiempo; dont la plupart appuient le gouvernement ou bien sont de droite.
8. Les douze principaux journaux de Lima ont été également saisis leurs imprimeries ont été perquisitionnées; des journalistes ont été arrêtés ou poursuivis

Selon des sources officielles il y aurait eu plus de 800 arrestations (dirigeants syndicaux, politiques, étudiants, "délinquants de droit commun", etc ) qui seront traduits devant des tribunaux militaires.

PEROU-INFORMATION proteste énergiquement contre la répression brutale et les détentions arbitraires et se solidarise avec les luttes du peuple péruvien qu'il mène sans relâche pour sa libération, pour la démocratie populaire et pour le socialisme.

Nous dénonçons aussi les menées des classes dominantes pour instaurer le fascisme au Pérou.

Le réformisme n'a pas pu arrêter les luttes du peuple péruvien. Depuis 8 ans, il se reconnaît incapable de continuer sa propre politique réformiste néo-coloniale. Il se rend ainsi à la pression de la vieille oligarchie.

Celle-ci, déposée du pouvoir de l'état en 1968, n'a jamais perdu son pouvoir économique et contrôle toujours d'importants mécanismes du pouvoir. Constituée en alliée mineure de la grande bourgeoisie financière-industrielle, elle cherche toujours à établir un équilibre plus avantageux avec le réformisme en utilisant les différents partis réactionnaires dont le plus importants est le PAP (Parti Aprista Peruvien)

S'il est vrai que dans le gouvernement il y avait des groupes qui s'opposaient à cette alliance, jamais l'Etat dans son ensemble n'a cessé de représenter les intérêts de toutes les classes dominantes et même avec une orientation "anti-oligarchique" le projet est toujours resté dans le cadre néo-colonial et grand bourgeois.



# ACTUALITE ECONOMIQUE ET POLITIQUE

Huit années de réformisme militaire n'ont pu transformer - comme la Junte l'avait laissé entendre - la structure dépendante du pays . C'est que le régime ( comme n'importe quel autre réformisme ) a amené le pays encore plus vers la ruine , l'a remis encore plus entre les griffes de l'impérialisme .La structure sémi-féodale du Pérou et sa dépendance de la politique néo-colonialiste de ce gouvernement, ont plongé le Pérou dans une de ses plus graves crises économiques, qui a des sévères répercussions sociales .

Le 29 juin le Conseil de Ministres, après 27 heures de discussion, a approuvé une nouvelle " charrette de mesures " pour " réactiver l'économie du pays " .Mesures qui comprennent :

- Austérité dans les dépenses publiques
- Réduction du budget biénel du gouvernement pour les années 75 et 76 .
- Impôts sur les ventes à l'étranger des produits traditionnels d'exportation.
- Impôts sur les ventes à l'intérieur du pays de produits cotisés internationalement (15%)
- Restriction sur les CERTEX ( licences d'exportation pour les produits manufacturés ) destinés au marché Andin.) Avec l'intention d'augmenter les exportations, car il y avait déjà eu une baisse réduisant les 125 millions de dollars USA en 74 à 69 millions de dollars en 75 .
- Réajustement concernant la consommation de l'essence, ce qui représente une augmentation de 117 % , et donc aussi une augmentation du prix de tous les autres produits .
- Fixation des tarifs pour les transports publics et pour le transport des marchandises. Cette augmentation fut refusée par les propriétaires des microbus, qui se déclaraient en grève ( grève que la presse gouvernementale comparait cyniquement avec la grève des camionneurs de Chile en 1973 ) .
- Dispositions concernant les Unités de production des " Biens et Services " ainsi que les entreprises d'importation, soumises à des contrôles et à la réglementation des prix ; elles peuvent " régulariser " leurs prix, une seule fois, dans un délai de 90 jours .
- La compagnie de téléphone ( de l'Etat ) annonce un réajustement à partir du 1. août 76 , signalant la voie que prend l'escalade des augmentations des prix. Le ministre Barú avait pourtant déjà assuré, lors des antérieures " mesures " , qu'il n'y aurait pas d'augmentation des prix .



Il est donc logique, si on veut suivre la ligne du gouvernement, qu'on rejette la faute de la crise sur le dos de la classe ouvrière, qui doit supporter ces énormes hausses du coût de la vie, conséquences des mesures mentionnées ci-dessus. Evidemment, quelques décrets annoncent également des augmentations de salaires, ridicules, en comparaison avec la hausse du coût de la vie qui est maintenant de 30 %, sans compter la hausse de l'année dernière qui elle, était de 100 %.

La validité des pactes collectifs, concernant les conditions de travail et les rémunérations, est prolongée pour six mois. En fait, ceux-ci ne correspondent plus à la nouvelle situation. Pire encore, on suspend l'application des réajustements automatiques des rémunérations, entre le 1 janvier 77 et le 1 juin de la même année.

Ces mesures s'ajoutent à d'autres, prises deux jours plus tôt, par lesquelles on dévalorise notre monnaie ( le sol ) de 44 %, ce qui fait passer la valeur du dollar à 65 soles au lieu de 45 comme jusqu'à présent. Quelques jours plus tôt le Ministre de l'Economie avait pourtant dit " qu'une dévaluation était impossible " !

Le peuple s'est dressé courageusement contre ces mesures ; il y a eu de larges mouvements de masses dans différentes villes du pays, l'agitation était arrivée à un tel point que le gouvernement, terrorisé, a pris des dispositions pour réprimer ces mouvements dans le sang. Il déclara la Suspension des Garanties et le couvre feu, ce qui lui permet de tuer et de réprimer impunément, et il concentra la répression contre les secteurs les plus combattifs.

Malgré toutes ces mesures, le peuple continue à se mobiliser contre la politique du gouvernement. Cette situation, prévue, a permis l'union du gouvernement réactionnaire avec l'extrême droite. Le discours du président, le 31 mars, ouvre la porte aux démagogues les plus servils, comme le général Fernandez Maldonado, premier Ministre, considéré par certains Partis réformistes, comme le représentant de " l'aile gauche " du régime. Il fut chargé de présenter les " mesures " au peuple; il demanda " austérité, patriotisme, foi, sacrifice etc ." pour " aller de l'avant ". Malgré avoir affirmé à nouveau sa position " desarrolliste ", néo-colonialiste, usant d'un langage " Röstownien ", il demanda au peuple de supporter encore pendant un peu plus de temps l'austérité, pour arriver ainsi à " l'irréversible changement ". Maldonado fut limogé du gouvernement, après un tiraillement dans les milieux gouvernementaux, la riposte fasciste échoua totalement grâce à l'avance des luttes populaires et comme conséquence logique de l'échec du réformisme.

La chute de Maldonado annula encore plus les illusions des groupes réformistes qui avaient cru en une riposte de la soi-disante " aile révolutionnaire " de l'armée, et les espoirs des révisionnistes et du social-impérialisme de pouvoir pénétrer dans le pays, furent anéantis.

#### par quelques antécédents

Nous allons montrer par la suite /la situation actuelle que vit le pays ; ils serviront aussi pour éclaircir et faire mieux comprendre le rôle qu'a joué Fernandez Maldonado, -appelé " révolutionnaire " par le " Monde " et " Othello péruvien " par " Libération " - dans le renforcement de la néo-colonisation du pays et de l'Alliance avec l'Oligarchie de droite.

#### Crise économique.

Déjà avant que le gouvernement avait pris ces mesures, d'autres, plus ou moins semblables avaient été publiées, qui " résolurent la crise " de janvier à mai 76. Mais elles furent insuffisantes et le président fut obligé à déclarer : " Nous allons être forcé de prendre des mesures économiques plus dures . " -

Dés la moitié de l'année 1975, la statistique économique officielle devint avare d'informations ; néanmoins les chiffres avancés par le Ministre de l'Economie le 11 janvier 1975 nous parlent d'une augmentation du PIB ( produit brute interne ) de 4 %, en prévoyant pour l'année 76 5,5 % de plus. Ces chiffres ne concordent pas avec la réalité.

La balance commerciale, positif de 1968 à 1973, devient négatif en 74 avec un déficit de 403 millions de dollars USA, et avec, en 1975, un déficit de 1.908 millions de dollars USA.

Le Ministre nous avertit en janvier d'un déficit de la Balance de paiement de 805 millions de dollars USA, mais on peut déjà s'en apercevoir, que ce seront environ 1.500 millions de dollars USA, puisque ce déficit était déjà en 1975 de 543 millions et provoqua la réduction de la réserve de devises, qui était de 693 millions de dollars en 74, à 150 millions de dollars USA pour 1975.

La dette extérieure du Pérou dépasse les 4.000 millions de dollars. Le pays s'est endetté au dessus de ses moyens. Pour cette raison le gouvernement a dû mendier des prêts et des investissements, pour pouvoir ainsi payer ses contrats à court terme. Il a obtenu des crédits de la France pour 100 millions de dollars USA, des banques des Etats Unis et du Canada pour 300 millions de dollars USA, d'Allemagne et de Belgique pour 120 millions et d'autres gouvernements (comme la Suisse: 100 millions de francs suisses, la Hollande: 35 millions de florins, des pays arabes, du Venezuela, etc). Le Fonds monétaire national a prêté, lui aussi, 88 millions de dollars.

Dans le New York Times du 24.6.76 on signale que le Pérou a négocié des prêts de 400 millions de dollars USA, pour couvrir des dettes à court terme. Le journal déclare que la situation est "particulièrement grave", par le déficit qu'on s'attend à voir apparaître dans la Balance des paiements, et rappelle que déjà en 1975 le Pérou a négocié 500 millions de dollars USA pour des crédits à court terme, auprès des banques de New York. Les banquiers savaient pertinemment qu'il reviendrait cette année pour de nouveaux prêts, nécessaires pour couvrir ses compromis en 1976. Mais ce qui est pire: "on n'était pas encore sûr, si on pouvait lui consentir de tels prêts".

Confronté à cette situation, les crédateurs imposent des mesures d'urgence et d'autorité. On nous promet que ces crises seront vaincues, lorsque l'oléoduc pourra fonctionner, quand C u a j o n e entrera en activité, lorsque la production du poisson augmentera, etc. Promesses que l'on nous fait depuis beaucoup de temps (Maldonado l'avait promis en 1975), mais ce que l'on ne dit pas, c'est que cette "victoire" sera la mère d'autres crises plus fortes, qui renforceront encore plus notre dépendance.

Dans le domaine politique la situation se complique aussi, puisque l'ancienne Oligarchie, déplacée, mais non liquidée et éjectée du pouvoir, exerce des pressions pour que l'on prenne en compte les facteurs politiques, sociaux et économiques, qui pourraient donner au pays la possibilité de reprendre confiance en son destin et de lui rendre le dynamisme dont il a besoin pour créer de nouvelles entreprises qui permettront de vaincre les difficultés actuelles.

### Programme d'unification réactionnaire.

Les discours démagogiques du gouvernement ne trompent plus personne. Evidemment il y a des gens qui, par manque de décision révolutionnaire, cherchent une issue et d'une façon ou d'une autre, s'adaptent au réformisme gouvernemental, ou cherchent d'autres issues dans le cadre du réformisme néo-colonial. Nous pensons qu'après le limogeage de Fernandez Maldonado du gouvernement, ils ne conserveront plus cette illusion.

Malgré l'emphase des discours des hauts chefs militaires de ce gouvernement (Morales Bermudez, Graciani, Fernandez Maldonado) prononcés lors de différentes manifestations - se plaignant en outre de la "déformation de leurs discours à l'étranger", ils ont néanmoins réaffirmé leurs



positions "anti-impérialistes", "socialistes" et "non-marxistes". Si nous enlevons toutes ces fioritures réthoriques, nous voyons que les militaires essaient de consolider et de préserver la néo-colonisation du Pérou.

Le 31 mars 76 le Président prononçait un discours important, dans lequel il disait qu'il "était nécessaire de réaffirmer la stabilité des règles du jeu établi." Ce qui signifie qu'on ne promulguera plus des lois répressifs qui puissent porter atteinte à la sécurité des investissements et des contrats réalisés.

Pour donner plus de force à ce discours du président, le Conseil des Ministres ainsi que les ministres sans portefeuille lui donnaient leur appui. Après que cet accord de la Junta révolutionnaire (les chefs des trois armes) avait été diffusé, il trouva un appui total et unanime dans le pays.

Le Président fit ensuite un appel à la concorde, à "l'oubli des vieux affrontements" (ceci concernait l'APRA), à l'unité nationale, etc. C'était en réalité un appel à l'union de tous les réactionnaires, pour permettre d'établir de meilleures conditions pour affronter la crise et étouffer les vagues soulevées par les luttes populaires, que la démagogie réformiste n'avait pu ni neutraliser ni paralyser.

Toute la réaction a trouvé dans ce discours son programme d'unification et a donné à l'appel un appui unanime.

#### Escalade fascisante.

La conséquence logique de cette situation est l'avance de la fascisation du régime et la préparation d'une répression généralisée. Une fascisation qui est née dans le sein même du gouvernement; les mesures prises par celui-ci nous le démontrent clairement: nous voyons avancer le corporatisme, l'escalade répressive et la promulgation des différents décrets, ayant pour objet de museler le prolétariat et de freiner sa lutte revendicative.

Depuis la donation du décret suprême 006-TR. qui limite la validité des cahiers de revendications à deux ans; de:

- la restitution du décret suprême de 1913, qui limite le droit à la grève, (suspendu grâce à la mobilisation populaire, mais non annulé)
- le décret-loi de juillet 75
- le décret-loi 21394 de décembre 1975
- la validité maintenue des décrets suprêmes de 1920 et 1947 qui permettent la répression et la détention des "saboteurs de la production";
- le décret-loi 21462 du 6 avril de cette année, qui déclare l'état d'urgence dans le secteur des mines et gomme d'un trait de plume le droit à la grève, interdisant la lutte pour les cahiers de revendications salariales et les conditions du travail

créant les conditions légales pour des licenciement et le déchainement d'une répression, ainsi que pour permettre de décapiter le syndicat des mineurs, qui est le syndicat le plus combattif, l'escalade de la fascisation continue. Ajoutons à tout cela la remise de nos ressources minières, par le gouvernement et le "révolutionnaire" Fernandez Maldonado, ex ministre de l'énergie et des Mines, aux impérialistes yankees. La déclaration de l'Etat d'Urgence dans le secteur de la pêche et les nouvelles mesures du 30 juin 1976, nous indiquent le cheminement de la fascisation du régime.

L'escalade fascisante du gouvernement est donc évidente. Ses menaces sont plus directes et nous savons vers où il s'oriente, toujours poussé par sa haine du peuple par son servilisme envers l'impérialisme, par son anti-communisme, et par son alliance avec la nouvelle Oligarchie.

Suite à la pag. 8



# SUTEP

## DEPART MASSIVE ET ORGANISE DU SUTEP DES COOPERATIVES

En 1,973 le Gouvernement Militaire implanta les Cooperatives Magisterielles après l'échec de ses tentatives de contrôle du Magistère en utilisant la corrompue Mutuelle Magisterielle.

Le Gouvernement implanta les Cooperatives en s'appuyant sur des secteurs opportunistes et arrivistes du Magistère (la Serp., Fentep et le Fum.) avec pour but celui de les contrôler et de se servir d'eux comme d'un mécanisme pour co-actionner le professorat et approfondir le processus de formation de corporations auquel se trouve soumis le Magistère Classiste. Ces Cooperatives s'établirent au niveau National; il est important de remarquer que la Junte Militaire obligea le Magistère à intégrer les Cooperatives au moyen du de'compte arbitraire de 400 soles mensuels sur les avoirs de chaque professeur et que ces sommes étaient inverseés comme apports aux Cooperatives.

La Sutep. (Syndicat Unique des Travailleurs de L'Education, du Pérou) qui regroupe en son sein 93% du professorat, face à cette manoeuvre du Gouvernement qui cherchait à rompre l'unité Magistérielle, décida: de rester dans les Cooperatives et de lutter par l'intérieur contre la Junte Militaire, d'obtenir une fois de plus la possibilité de la démasquer comme étant un agent de la grande bourgeoisie, et pro-impérialiste, d'interdire les angoisses du contrôle des Cooperatives par le Gouvernement. C'est pour quoi à chaque instant les élections ont été arrachées au contrôle Militaire et à l'opportunisme.

Lorsque le Gouvernement a vu l'échec de ses plans de contrôle il organisa des manoeuvres de diverses tonalités dans le but de discréditer et de boycotter la Sutep (entre autres la suppression du de'compte des apports de 400 soles), dans le but d'apposer le Magistère aux directives Suteistes, déclaration de la coopération libre, D.L. 21323).

Bien que le Sutep représente 93% du Magistère le Gouvernement Militaire refuse de le reconnaître légalement.

Face à ces événements la Sutep décide de se retirer des Cooperatives Magistérielles après avoir accompli sa tâche tactique comme partie de sa stratégie de lutte contre la Junte Militaire, contre les Propriétaires Fonciers et l'Impérialisme Yanqui, dénonçant comment jusqu'à présent le caractère anti-Magistériel de la Junte Militaire du Gouvernement.

Au moment où la Sutep publia sa décision de se retirer des Cooperatives un complot fut monté par le Gouvernement au moyen de différentes mesures entre autre il utilisa le D.L. 21323 pour essayer de faire s'affronter le Sutep et le Magistère en essayant de le présenter comme coupable de ce que les professeurs (associés) perdaient leurs apports d'argent.

D'autre part les fractions de droite du Magistère, parmi elles la Sutel (Sute Lima) en allant a l'encontre de la Directive Centrale du retrait et même plus en faisant des accords avec le Gouvernement ont invité le Magistère a continuer a se reinscrire dans les Cooperatives.

#### BUT DU DEPART ORGANISE

- a) Obtenir a travers cette Directive une intense mobilisation qui permette d'élever le niveau Classiste de ses bases et de consolider ses organismes de lutte.
- b) Démasquer la politique reformiste du régime et détruire les illusions créés par les Cooperatives sur un secteur du Magistère grâce a un ample éclaircissement Classiste et contre les positions de droite et réactionnaires du Scrp, de la Fentep, Suteh, qui propose leurs réinscriptions.
- c) A partir de cette conjoncture il faut éduquer les bases en blâmant les principes du Syndicalisme Classiste par sa liste de revendications en agitant le programme et le plan de lutte de la Sutep, en exigeant du Gouvernement le remboursement total de l'excédant soustrait par des décomptes arbitraires ( soit 400 soles mensuels ) dont ont été victimes les professeurs.

En affirmant que les luttes Sutistes sont étroitement liées aux luttes du peuple péruvien nous dénonçons le décret N° 21323 qui devie et tergiverse le sens de la tactique de retrait planifié et dirigé par la Sutep.

Suite de la pag. 6

La lutte de classe devient plus exacerbée et plus violente, la réaction s'unit et le peuple avance, lui aussi, dans sa voie. Il comprend récemment la nécessité de vaincre l'économicisme, et malgré les grandes luttes qu'il vient de livrer actuellement, il commence à comprendre, que tout cela n'est pas suffisant pour renverser l'édifice pourri et vétuste de la vieille société, protégée et défendue à bec et à ongles par le gouvernement.

Se dressant contre la trahison révisionniste et affrontant les hésitations de toute sorte des réformistes, le peuple entrera maintenant en masse dans la lutte politique, garantissant la montée révolutionnaire et le rassemblement de forces qui permettront de faire basculer le pouvoir de la grande bourgeoisie, des propriétaires fonciers, et de l'impérialisme.

C'est pour cette raison que les frontières deviennent plus nettes et la ligne de démarcation est plus claire et précise :

POUR OU CONTRE LE PEUPLE ....  
LE PEUPLE EST DECIDE A FAIRE LA  
R E V O L U T I O N !

# MOBILISATIONS POPULAIRES

Le mouvement populaire de notre pays grandit de jour en jour avec toujours plus d'ampleur et de force dans sa lutte contre l'offensive, l'agression tant économique, idéologique que politique que mène la JMG et les classes dominantes. Les masses se battent contre l'état de famine, de misère et de mort dans lequel on les maintient, état accru par la crise structurelle dont souffre notre pays (fruit de sa condition <sup>semi-</sup>féodale et néo-coloniale)

Les masses victimes des capitalistes, des propriétaires fonciers et des impérialistes veulent prendre leur destin en main et se mobilisent, procédant à des débrayages, des grèves, des marches, etc ... Et de façon embryonnaire on assiste à des affrontements d'auto-défense avec les oppresseurs. Bien que ces luttes soient pour l'instant un simple élan spontané au caractère isolé et dispersé, on sent à travers cela l'empreinte du CCUSC, seule alternative syndicale pour les classes laborieuses, le CCUSC qui a prouvé dans le feu de l'action qu'il luttait pour le développement du mouvement syndical, qu'il disposait de moyens d'organisation et de lutte et que, pour cela, il s'était donné une ligne, un programme, des principes et des dirigeants à la hauteur des tâches révolutionnaires de la classe ouvrière et du peuple péruvien.

Il s'agit des tâches du moment, encore que seule l'unité de lutte, la cohésion des forces, la défense pour

l'indépendance des classes et des droits démocratiques et syndicaux assureront une réponse adéquate aux manoeuvres patronales et à la politique répressive et anti-populaire du gouvernement.

C'est ainsi que les 22 et 23 mars les bases de classe du pays regroupées autour du CCUSC ont déclenché un arrêt de travail à l'échelon national pour l'obtention de leur programme qui reflète les intérêts et les aspirations des travailleurs et dans le but de canaliser et unifier les luttes qui sont encore quelque peu "sauvages".

Dans cet esprit et sur le chemin des luttes populaires ont suivi les mobilisations et les débrayages des 30 avril, 11 août, des 11 et 24 septembre et du 11 novembre, cela pour l'année 1975, plus ceux du 19 janvier, du 17 et du 18 février en 1976, le summum ayant été les journées des 22 et 23 mars, jours d'un gigantesque arrêt de travail national, marquant un pas historique dans l'affrontement syndical de classe que livre le prolétariat le plus avancé du pays et à la tête du peuple contre l'opresseur.

L'arrêt de travail et la mobilisation décrétés par le CCUSC furent respectés par la Fédération des travailleurs de l'usine de bière, de la fédération des tabacs nationaux, de la fédération nationale des mineurs et des métallurgistes du Centre, de la fédération des travailleurs de

Centromin Peru, de la fédération des mineurs et métallurgistes départementale de Cerro de Pasco, du syndicat ouvrier de Bata-Chosica, du syndicat du papier Atlas, de l'usine de Malt-Lima, des manufactures Nylon Piso Pak, Vaesa, Comisa, Meubles Sol, Philips, des Céramiques, des textiles Nouveaux Monde, Fumasa, LGO, Yale Susacao, Verres Santa Maria, Comercial Oeschle, Eutel Peru, Mepsa, Usine Quesada, Albatros, Samicet, Chaussures Excelsior, Syndicat des travailleurs de la CECOOSTEP, des ouvriers du pétrole, de la population héroïque de Huanuco, etc ...

Cet arrêt de travail national a été un rude coup porté à la politique affameuse et répressive de la JMG. Les manifestants dirigés par le CCUSC ont demandé :

- abrogation des "cavernarios" D.L. 21 393 - 21 201 - 21 202 (annulation des revendications salariales et de la fixation du salaire minimum)

- fixation du coût de la vie et augmentation générale des soldes et salaires de 100 %
- abrogation des réactionnaires D.S. du 24 janvier 1913 - 1920 - 1947 - 1962 de la réglementation et de la violation du droit de grève.
- Réintégration du personnel licencié et solution immédiate aux requêtes
- liberté immédiate et que prenne fin la répression et que ne soient plus trainés en justice les dirigeants syndicaux.
- que cesse cette politique de menace d'attaques, de séquestrations, de persécution, d'assassinats des dirigeants assesseurs et fils du peuple.
- terres pour les pauvres des campagnes et appui des grandes majorités qui luttent pour un toit, l'eau, la lumière et les besoins élémentaires,

De ce point de vue les débrayages et les grèves de la classe ouvrière continuent, se montrant pour l'instant encore dispersés et isolés dans la mesure où le CCUSC ne soit pas solide, isolé, et que soient mis en échec les agents de "l'économisme" du réformisme, participationisme et du spontanéisme, véritables obstacles au développement du mouvement syndical de classe. Les 22 et 23 mars ont été dans la lutte les secteurs les plus avancés de la classe ouvrière dont les bases ont rejeté les opportunistes et ce pas franchi leur a permis de rejoindre le niveau actuel du CCUSC.

Au delà de l'arrêt de travail des 22 et 23 mars apparaissent les nouvelles tâches qui incombent au CCUSC et au syndicalisme du prolétariat. Préparer de nouveaux terrains de lutte, les unifier, les canaliser, sans en perdre l'initiative, et lutter pour concrétiser l'unification et

COMITE DE COORDINACION Y UNIFICACION SINDICAL CLASISTA!! - CCUSC -



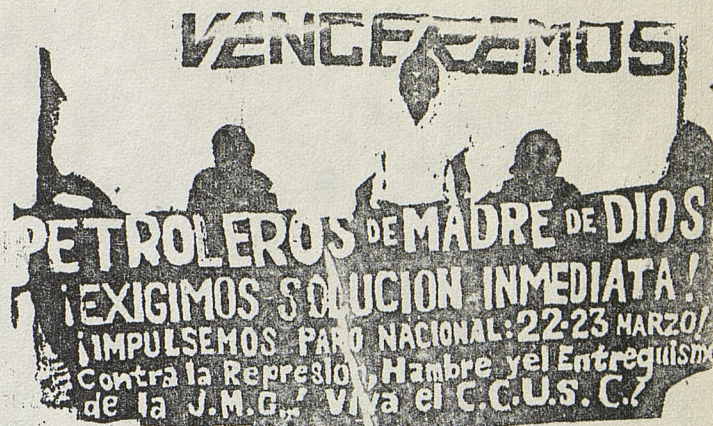
la centralisation dans la centrale de classe qui sert les intérêts de la révolution nationale et populaire dans le but du socialisme.

A l'intérieur de tout cela il ne faut pas oublier la lutte des travailleurs du pétrole de "Madre de Dios" qui firent une marche d'exemple du Cuzco jusqu'à Lima (1 600 km) se rendant à Mala du service de police. Dans la capitale ils demandèrent à être entendus mais les autorités refusèrent de résoudre leurs problèmes et le révisionisme (dirigeants de la CGTP) "pour changer" les ont trahis, comme toujours ont été trahies les luttes et les revendications des travailleurs. Ce sont les premiers pas des 140 ouvriers du pétrole de la Geofisical Service International, entreprise impérialiste qui travaille au Pérou. Les ouvriers réclament la surveillance médicale immédiate et des indemnités car par la négligence criminelle du patronat, les ouvriers souffrent de "espondia", maladie incurable, contractée par de dures journées de 14 heures de travail pour 82 soles soit 8 francs.

Depuis ils ont décidé de prendre l'Institut Peruanorteamericano, enclave culturelle de pénétration et de domination néo-coloniale de l'impérialisme yankee.

Malgré toutes ces mesures, la Junta militaire n'accepte pas ces revendications, attendant les ordres de son patron impérialiste. Les ouvriers du pétrole décident d'entamer une seconde grève de la faim pendant un mois ; auparavant leurs revendications ont été satisfaites partiellement et on leur fit des promesses qui n'aboutirent pas.

Actuellement ces courageux grévistes, coordonnés par le CCUSC, se renforcent pour (conjointement avec 400 malades du Cuzco) permettre les actions nécessaires à la conquête de leurs revendications et démas-



quer le caractère répressif et "entreguiste" de la JMG qui défend les intérêts de la Geofisical.

Les travailleurs sont aux côtés des héroïques travailleurs du pétrole et sont de tout coeur dans leurs luttes.

Autre exemple frappant de l'état d'esprit du prolétariat, de la classe ouvrière et du peuple péruvien, et de leur volonté et capacité de lutte pour répondre à l'offensive de l'ennemi de classe, c'est la mobilisation massive et solidaire de la population de Vitarte, prolétaire par excellence, ayant derrière elle un passé de lutte et de solidarité qui, à l'aide du syndicat du Nylon descendit dans la rue, érigea des barricades pour répondre à la répression violente et anti-populaire des régiments militaires, présents pour appuyer l'entreprise Nylon-Quimica-Industriel, bloquant la route centre et qui tentèrent de réduire par la force la combativité des travailleurs.

Cet affrontement eut lieu le 4 juin dernier corollaire à la grève héroïque menée par les 1 200 travailleurs de cette entreprise depuis le mois d'avril pour l'aboutissement de leurs revendications : réintégration du personnel licencié (le 3 juin on

venait de refaire 250 lettres de licenciement) ; contre les manoeuvres de la compagnie pour créer trois succursales avec d'autres raisons sociales.

Auparavant s'étaient réunis les syndicats de la route centre (plus de 30) qui s'étaient mis d'accord pour un arrêt de travail de 48 heures les 10 et 11 juin en solidarité avec les travailleurs du Nylon pour le rejet des décrets 21 394 - 21 427 - 21 462 - 21 450 et la liberté pour les centaines de prisonniers.

De ce fait la situation politique actuelle nous démontre qu'il s'agit :

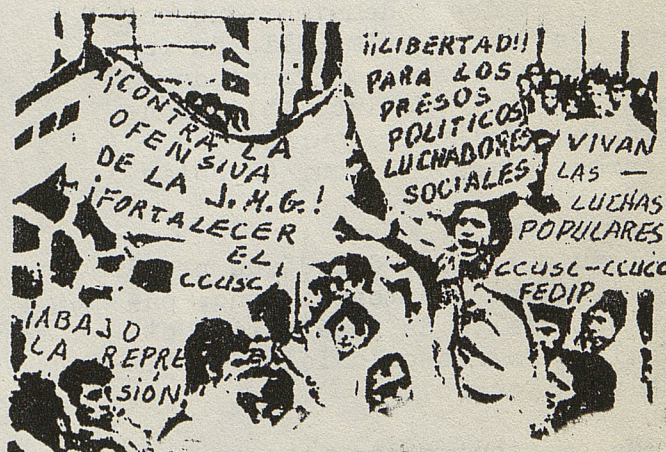
1. d'une offensive unifiée des classes exploitrices, des classes qui cherchent à faire supporter la crise économique au peuple en réprimant toute contestation et en renforçant la fascisation
2. d'un élargissement des rangs populaires et de leur avancée dont le but est de travailler pour la centralisation et la coordination de leurs luttes qui permettront de renforcer leurs organismes naturels, de rompre avec le spontanéisme et "l'économisme", d'accumuler des forces révolutionnaires et en finir avec la collaboration des dirigeants traîtres des centrales syndicales.

Pour répondre aux dernières mesures (le 30 juin) le peuple est descendu dans la rue, des barricades se sont élevées dans différents points de la capitale. La population des bidonvilles s'est dressée, il y a eu des incendies de voitures et des attaques de différents locaux gouvernementaux, etc ... La réaction craignait une autre mobilisation populaire comme celle du 5 février 1975 qui a coûté des millions à la réaction et de nombreux morts au peuple.

A Lima les commerçants ont fermé

tout de suite leurs portes. Dans différentes villes il y eut des mobilisations et les villes d'Ayacucho, Piura, Arequipa, Cajamarca et d'autres se sont levées violemment contre ces mesures ; il y a eu partout des barricades, incendies, manifestations, etc ...

Le gouvernement a déclaré aussitôt "jour férie" le 1er juillet, établi l'état d'urgence dans tout le pays, suspendu les garanties constitutionnelles pour 30 jours et instauré le couvre-feu de 22 h à 5 h du matin, a sorti ses tanks, et son armée pour réprimer et arrêter le mouvement populaire. Dans différents points de la capitale il y a eu des morts et blessés et même, dans une telle situation, des prisonniers de droit commun ont été tués.



LIBERTAD PARA LOS TRABAJADORES

Y POBLADORES DE

TENIDOS !

# R E P R E S S I O N

U N E A M N I S T I E T R U Q U E E A U P E R O U .

=====

( qui profite surtout aux secteurs réactionnaires du pays )

- DUBERLI RODRIGUEZ , ex-président de la FEP, secrétaire aux relations extérieures , arrêté lors d'un voyage en Equateur ou il devait participer à la Rencontre des Etudiants latino-américain ;
- TANY VALER, ex-président de la Fédération universitaire du Cuzco, arrêté le 1. mai .
- SARA DIAZ , dirigeante de la Fédération universitaire de San Marcos , Lima .

Nous publions ci-dessous une lettre des prisonniers politiques de la prison du CALLAO (prov. de Lima ) , dénonçant cette amnistie truquée .

Prison publique du Callao  
15 mai 1976

"..... Nous, les prisonniers politiques, enfermés dans cette prison, nous adressons aux mouvements ouvriers et populaires pour dénoncer les faits suivants :

- 1) Lors de la promulgation du décret-loi 21491 , appelé faussement " AMNISTIE POLITIQUE " et approuvé par la Junte Militaire, nous faisons connaître notre position de principe, pour démasquer le caractère de classe de cette amnistie, limitée et démagogique .
- 2) Ce décret-loi a été pris en violant les principes généraux de sa propre loi bourgeoise, car une amnistie de caractère général et collectif concerne tous les impliqués, aussi bien les prisonniers politiques que les détenus militaires, sociaux et fiscaux . Ceci est reconnu par toutes les législations du monde et par notre Constitution . ( art. 123, inc. 22 ) .
- 3) Bien que l'amnistie soit reconnue par la Constitution de la République, le décret-loi e x c l u t par un article - violant ainsi le sens légal de cette amnistie - les cas " où il y a eu de la violence et où les personnes ont fait usage des armes " , contredisant ainsi le caractère général et collectif de l'amnistie, séparant ou individualisant des actes commis pour des motifs politiques .
- 4) Ce que la Junte Militaire a voulu obtenir au fond, en publiant ce décret-loi, c'était de tromper notre peuple, laissant dans les prisons l'immense majorité des combattants politiques et sociaux, victimes de la répression, parce qu'ils ont défendu les droits populaires . L'amnistie profite seulement à deux camarades détenus : Périco COLCHADO et l'avocat Alfonso SILVA SERNAQUE . Le restant des prisonniers, qui, selon la liste publiée par le gouvernement, devraient profiter de l'amnistie, se trouvent déjà depuis longtemps en liberté .

5) D'autre part, cette soi-disant " amnistie " profite surtout aux secteurs réactionnaires du pays, fidèles serviteurs de l'impérialisme, avec lesquels le peuple péruvien ne s'est jamais identifié . De façon très limitée, elle profite également à quelques rares combattants politiques et sociaux .

6) Cette mesure politique qui touche d'une façon très limitée quelques uns des combattants populaires, a été obtenue grâce aux luttes des mouvements ouvriers et populaires, elle représente donc, de ce point de vue, une victoire populaire .

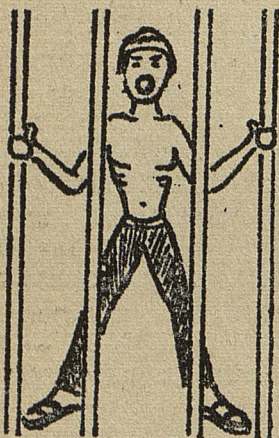
7) Pour toutes les raisons que nous venons de signaler, nous sommes sûrs que le peuple ne se laissera pas bernier par la démagogie de la Junte Militaire du Gouvernement et renforcera ses luttes pour une liberté inconditionnelle de tous les prisonniers politiques et sociaux qui se trouvent encore dans les prisons de Piura, Chiclayo, Trujillo, Lima, Callao, Cuzco, Arequipa etc .

C'est là l'exigence des masses qui luttent pour les libertés démocratiques, pour la sécurité de l'emploi, contre les atteintes aux salaires, pour le droit de grève, contre les assassinats et tortures, infligés aux dirigeants et aux combattants populaires etc .

8) Nous dénonçons encore le fait que les seuls " amnistiés ", Périco COLCHADO et l'avocat Alfonso SILVA SERNAQUE, se trouvent toujours encore dans cette prison du Callao; bien que le décret d'amnistie les concerne, ils n'ont pas été mis en liberté .

Nous faisons donc appel aux masses pour exiger leur libération immédiate, car seule une pression exercée par le peuple et les masses populaires pourra l'obtenir; ce sont là les seules forces qui ont notre confiance .

POUR LA LIBERTÉ DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES, SOCIAUX ET SYNDICAUX !



Julio Cardenas Caballero  
Oscar Cossio del Valle  
Antonio Delgado Fernandez  
Honorato Sulco Castro  
Gonzalo Fernandez Gasco  
Oscar Bazán Carrero  
Rubén Cardenas Caballero  
Raúl Garcia Zavala  
Carlos A. Mandros Gallardo  
Duberli Rodriguez

Gabriel Hinojosa Gomez  
Augustin Rodriguez  
Manuel Manyari Verástegui  
Alfonso Silva Sernaqué, avocat  
Juan Vacari Chavez  
Perico Colchado Chincay  
Lui Brito  
José Garin Giraldo, médecin  
Sebastian Tello del Carpio  
Tany Valer Lopera

LIBERTAD INMEDIATA PARA LOS DIRIGENTES DEL CCUSC: REPATRIACION PARA EL c.

PEDRO VALENCIA Y GUILLERMO PANTA!!

RICARDO DIAZ CHAVEZ,

ASESOR LEGAL DEL CCUSC

Y LA FNTMMP !!



# DOCUMENTS

## CCUSC

### COMITE DE COORDINATION ET D'UNIFICATION SYNDICAL DE CLASSE

LA IIÈME ASSEMBLEE NATIONALE SYNDICALE DE CLASSE S'EST DEROULEE AVEC SUCCES, DES CENTAINES DE SYNDICATS ET DE FEDERATIONS ACCEPTENT LA LIGNE DE CLASSE DU CCUSC.

Avec la collaboration de 212 bases et de 350 délégués permanents de 202 bases et 360 sympathisants, de 250 bases et 410 observateurs représentant les différents secteurs du travail du pays, y compris le mouvement paysan, s'est déroulée avec succès la IIème Assemblée nationale Syndicale de Classe ayant pour siège l'Université de la "Cantuta". L'ouverture eut lieu dans le Coliseo National et l'on pouvait compter plus de 4 000 personnes.

La IIème Assemblée Nationale Syndicale de Classe a discuté un ordre du jour de neuf points et a pris des décisions importantes qui vont fructifier dans le mouvement syndical péruvien et renforcer les courants syndicaux de classes coordonnés et unifiés par le CCUSC. De ce fait un nouveau comité coordinateur national a été nommé dont le responsable est le camarade Victor Manzur Suarez.

Le CCUSC, comme l'a démontré la participation massive des organisations syndicales lors de cette IIème assemblée, représente une force réelle, une avancée plus combative et réellement de classe du mouvement syndical péruvien, il est le digne continuateur des traditions dans

la ligne de la CGTP fondée par Mariategui, la seule alternative dans le combat pour la reconstruction des classes de la CGTP actuelle qui a été emportée par la collaboration de classe, la compromission totale avec la bourgeoisie et le régime militaire en place par la "Camarilla" révisionniste qui a usurpé son noyau directeur.

Aucune campagne ni aucun sabotage anti-CCUSC n'ont pu ternir le succès de cet événement. Les résultats constituent un point indéniable sur le chemin de la construction d'une Centrale Nationale de Classe opposée irrémédiablement à toute prétendue unité syndicale réformiste, conciliacioniste, au service de la bourgeoisie, de l'impérialisme et du social impérialisme. L'UNITE SYNDICALE DE CLASSE que propose le CCUSC par principe et dans ses fins est opposée à l'unité syndicale mise en place de façon opportuniste par la canaille dirigeante de la CGTP et concrétisée par le CUOS. L'UNITE SYNDICALE DE CLASSE s'appuie et se nourrit de l'acceptation et de la pratique des luttes de classe et de l'indépendance politique du prolétariat. L'unité syndicale révisionniste s'appuie et a pour principe l'acceptation et la pratique de la collaboration de classe, de la dépendance des intérêts du prolétariat à ceux de la bourgeoisie et du régime en place. Aucun travailleur honnête, conscient de sa classe, peut

faire sien le drapeau en loques du réformisme et la collaboration de classe : le drapeau du révisionisme.

La IIème ANSC s'est prononcée pour l'unité d'action dans tous les secteurs populaires et syndicaux de classe, pour la coordination et la centralisation des luttes populaires dans les FEDIP. Notamment avec les organisations paysannes. En cela s'accomplit pleinement le processus d'indépendance et d'unification de classe qu'ont adopté les paysans dans leurs luttes pour la terre contre la politique agraire réactionnaire du gouvernement militaire et contre la domination néo-coloniale de l'impérialisme dans notre pays.

Elle s'est prononcée contre la politique affameuse, répressive, intrigante et sur-exploitrice de la JMG, contre l'offensive de la réaction liguée contre le peuple péruvien ainsi que contre la pénétration de la bureaucratie d'état et de ses instruments corporatistes (FDRP, CTRP, SERP, JRP) dans les organisations syndicales et populaires.

Le programme et le plan de lutte adoptés par la IIème assemblée résumement les aspirations les plus profondes des masses laborieuses du pays et constituent ses mots d'ordre de lutte dans l'étape actuelle. Ces deux choses synthétisent la réponse des classes syndicales devant l'escalade du fascisme. Elles invitent à lutter pour la défense des salaires, de nos conquêtes démocratiques et syndicales qui sont aujourd'hui reniées par le gouvernement militaire au profit de la grande bourgeoisie, des propriétaires terriens et au profit des monopoles impérialistes.

Pour avancer, raffermir nos forces, et rallier le plus grand nombre de travailleurs sous le drapeau du syndicalisme de classe arboré par le CCUSC, la IIème ANSC a défini notre ligne d'action et nos méthodes de travail,

a ratifié l'indépendance nécessaire et l'initiative du CCUSC dans l'accomplissement de ses tâches et a rejeté la position capitulatrice totale de la CGTP et la ligne qui appuie le CUOS.

Nous lançons un appel à toute la classe ouvrière, aux paysans, à tout le peuple péruvien pour qu'il travaille en faveur de la ligne de classe du CCUSC afin de reconstruire la CGTP et doter les travailleurs d'une Centrale Nationale de Classe. Qu'il mène ces luttes dans un esprit de coordination afin de barrer la route à la montée du fascisme. Nous vous appelons à rassembler vos forces et à marcher ensemble jusqu'à la libération nationale, la démocratie populaire et le socialisme.

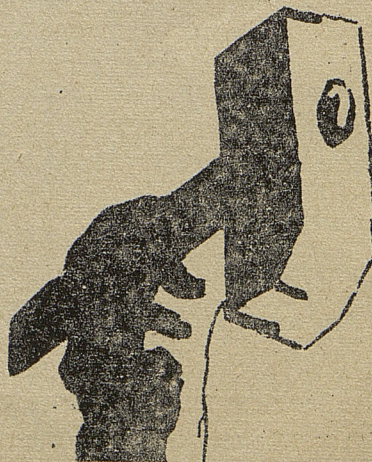
VIVE LE CCUSC ET SA LIGNE DE CLASSE !

VIVE L'ALLIANCE OUVRIER-PAYSAN,  
L'UNIFICATION DE CLASSE ET  
L'INDEPENDANCE DES PAYSANS !

POUR LA RECONSTRUCTION DE CLASSE DE  
LA CGTP !

POUR LA LIBERATION NATIONALE,  
LA DEMOCRATIE POPULAIRE  
ET LE SOCIALISME !

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA  
L'OEUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES !



# C C U C C

## COMITE DE COORDINATION ET D' UNIFICATION CLASSISTE DE LA PAYSANNERIE .

Catacaos.20.6.1975.

A tous les paysans pauvres, moyens et salariés ...

A la classe ouvrière ...

Au peuple péruvien ...

### NOUS DENONCONS :

La Camarilla dirigeante, trompe-paysans, de la CCP ( Confédération paysanne du Pérou ) - LETTS - LUNA , qui a réuni son II e Congrès national extraordinaire pour décider d'une grave trahison contre la paysannerie, la classe ouvrière et le peuple .

Nous , les bases affiliées et non-affiliées, qui avons assistées au II e Congrès extraordinaire de la CCP , fidèles à nos bases et à l'organisation classiste et indépendante de nos frères, tout particulièrement les paysans pauvres, moyens et salariés , nous les avisons de cette trahison que prétend réaliser la camarilla LETTS-LUNA, contre les paysans qui, de bonne foi, suivent la CCP, puisqu'ils n'ont pas d'autre choix, pour faire face à l'offensive du gouvernement et de ses instruments : les Ligues, la CNA, SINAMOS, APRA, MLE , etc. et pour freiner cette tentative .

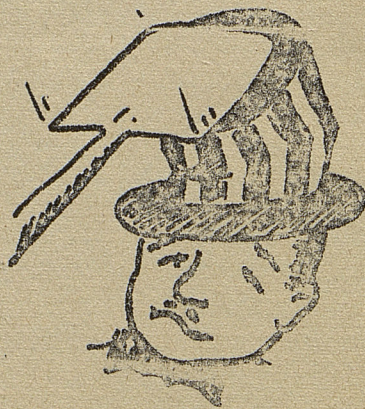
### NOUS CONSIDERONS :

1.- que la situation du pays s'aggrave de jour en jour sans que le peuple trouve une solution à ses problèmes: la faim, la misère et l'exploitation. Tant que la politique anti-populaire, répressive, entreguiste de la Junte Militaire frappe dans le dos les travailleurs au bénéfice de l'impérialisme, des propriétaires fonciers d'un nouveau type et de la grande bourgeoisie et à mesure que le pays est étouffé de plus en plus entre les griffes de l'impérialisme, augmentent aussi la paupérisation des larges masses, la sur-exploitation des salariés, la faim, le coût de la vie et la répression . Et dans cette même mesure les masses d'Arequipa, Moquega, Tacna, Puno, Cuzco, Ayacucho, Piura, Quillabamba et d'autres villes se lèvent - après avoir enterré leurs morts et soigné leurs blessés - en arrêts de travail et grèves générales de protestation contre la politique réactionnaire et pro-impérialiste du gouvernement, contre cette même politique qui, d'autre part, a dû avouer son échec . Tandis que l'impérialisme se décompose, les propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie s'unissent pour déclencher, par l'intermédiaire des forces armées réactionnaires, une répression contre le peuple qui doit leur servir pour maintenir leur pouvoir à tout prix .

2.- que la Camarilla de la CCP a prétendue imposer par la lutte administrative, une ligne pro-gouvernementale à la CCP et maintenir la direction collaborationniste . La manoeuvre consistait à faire accrédi- ter la ligne droitière , dans un congrès extraordinaire, sans changer la direction ( car le congrès n'a pas le droit, selon les statuts, de proposer un tel changement ) pour pouvoir ainsi continuer avec le paternalisme et la manipulation des bases, utilisant des soi-disant " assesseurs " , dont LETTS, pour assurer ainsi l'entreguisme . Néanmoins, malgré qu'on nous avait refusé le droit à la parole et qu'on nous avait menacé même d'être expulsé de la salle de conférence, nous sommes restés fermes dans notre

notre position classiste . On a voté, pareils aux vieux révisionnistes et " criollos " qui dirigent la CGTP, pour la "censure " et la " réorganisation " à la manière verticale ,contre la glorieuse Federation départementale des Paysans du Cuzco, base qui a fondé la CCP . Ils ont commencé à changer les délégations, à inscrire un nombre excessif de délégués par département ( comme pour Cajamarca ) pour s'assurer ainsi un vote majoritaire . De même ils ont exigé que les bases - pour avoir le droit de s'inscrire - reconnaissent la camarilla comme direction . Pour arriver à leurs fins,ils ont "gonflé " la " Commission de Credenciales " aussi bien que celle de la " Discipline ", avec des éléments supplémentaires qui n'étaient pas des paysans. Agissant d'une manière despotique,paternaliste et prépotente, ils ont essayé de déconcerter les authentiques délégués paysans classistes qui mettaient en question leur ligne et leurs méthodes révisionnistes . Tout cela n'a eu pour conséquence de nous convaincre plus encore des pratiques de la camarilla LETTS-LUNA ,qui, dans sa volonté réactionnaire de livrer le mouvement paysan au gouvernement militaire, avait déjà avant le congrès essayé de diviser la paysannerie sur le terrain départemental, créant une FEDECAP parallèle à Piura, qui a son siège à Querecotillo,et des comités de districts, parallèles, comme celui de Piura Alto, etc .

3.- que la camarilla droitière et gouvernementale qui dirige la CCP à Querecotillo, a laissé tomber son masque, forcée par la lutte chaque fois plus ample que mènent de larges secteurs de la paysannerie,de la classe ouvrière et du peuple . Ce groupe minuscule, installé chez les paysans depuis la prise du pouvoir par la Junte Militaire, décrète qu'il représente la " bourgeoisie nationale, réformiste-bourgeoise " et " conciliatrice " . La même qui était " en contradiction avec l'impérialisme,les propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie intermédiaire " . Ce groupe prétend que sa réforme agraire 17716 est " anti-propriétaires " et que pour cette raison il fallait " accélérer " l'action par la " prise de terres " . Néanmoins ils prirent bien soin de ne pas parler un " langage gauchiste " . C'est pour cela , que depuis ces déclarations, on les appelait " gouvernementaux honteux " . Maintenant ils déclarent, sans aucune vergogne ,que la Junte Militaire " n'est pas un ennemi du peuple " et que seulement " les pouvoirs de l'impérialisme,des propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie intermédiaire, sont hostiles au peuple " , ils disent encore que le gouvernement est un " gouvernement du tiers monde " et que pour cette raison " nous devons l'appuyer " car il " desire l'émancipation " , etc , ainsi que d'autres mensonges du même acabit . En ce qui concerne la Réforme Agraire 17716, ils déclarent " qu'elle est dirigée en contre des propriétaires fonciers et qu'elle est anti-impérialiste , que les problèmes paysans et les problèmes ouvriers se réduisent à la " lutte contre la décapitalisation de la campagne " et pour l'accumulation du capital national " . Selon eux la tactique et le but du peuple et du prolétariat doivent être " la destruction du pouvoir politique de l'Alliance réactionnaire,composée par les secteurs droitiers du gouvernement militaire et des forces de l'impérialisme, des propriétaires fonciers,de la bourgeoisie intermédiaire et d'une partie de la bourgeoisie nationale monopoliste,privée et de l'état " ; concrètement cela veut dire : " l'Alliance de l'APRA avec les militaires réactionnaires qui s'expriment par le MIR " . Pour nous c'est du pareil au même . A partir de cela, le groupe a déclaré " qu'il faut instaurer immédiatement un gouvernement démocratique,national et populaire " ,pour qu'il " s'unite avec les révisionnistes criollos et avec ce qu'ils appellent " les forces patriotiques mais trompées " et " les officiers patriotes des Forces Armées " . En ce qui con-



cerne la campagne, le groupe décrète " la prise des terres ", mais cette action ne doit pas servir à trouver une solution pour les besoins de la paysannerie et pour orienter celle-ci vers une voie indépendante du prolétariat et vers une révolution démocratique-nationale, mais pour " liquider les "gamonales " au profit des propriétaires fonciers d'un nouveau type et au bénéfice de l'impérialisme yankee , réduisant ainsi le programme agraire anto-féodal et anti-impérialiste, à une lutte contre " la dette agraire " , contre le démantèlement des " terres des gamonales " et " pour des prix plus bas pour les moyens de production " ; de même pour " plus de crédit " , " moins d'impôts " et " moins d'intérêts à payer " . Ils essaient ainsi de tromper les masses en leur faisant croire que la révolution démocratique nationale s'identifie avec ces revendications économiques et que ce sont là des réformes que les Forces armées réactionnaires du gouvernement, pourront très bien réaliser . En réalité c'est là une ligne pareille à celle du gouvernement, pro-impérialiste, pour les propriétaires fonciers, ligne revêtue d'un certain " gauchisme " , issu du trotskisme réactionnaire, d'une nature opportuniste, droitère, pro-gouvernementale, révisionniste, qui, sous le prétexte d'une lutte contre le " gamonalisme " contribue à freiner l'avance révolutionnaire des masses paysannes et aide à consolider à la campagne le pouvoir des propriétaires fonciers et des réactionnaires .

4.- La lutte contre la semi-féodalité et l'impérialisme ne constitue nullement une réforme mais bien des tâches de la révolution démocratique et populaire ne peuvent pas être réalisées sous la direction de la bourgeoisie et encore moins sous celle des propriétaires fonciers et de l'impérialisme. Elles pourront être réalisées seulement par le peuple péruvien lui-même, sur la base de l'Alliance ouvriers-paysans et sous la direction de la classe ouvrière par l'intermédiaire d'un gouvernement populaire révolutionnaire , qui va entrer en fonction après la destruction de la domination impérialiste et la liquidation - comme classe - des propriétaires fonciers de l'ancien et du nouveau type, ainsi que de la grane bourgeoisie . A la campagne la tâche anti-féodale consiste en une liquidation du latifundio, comme propriété formée, des propriétaires terriens comme classe et de la servitude sous toutes ses formes ainsi que du don gratuit de la terre aux paysans qui la travaillent pour développer ainsi la production agricole , complément à l'industrialisation indépendante de notre pays . Tout cela ne peut se faire sous l'hégémonie des classes réactionnaires. Ce que la Junte Militaire a obtenu à la campagne avec sa Réforme agraire, c'est de cautionner et d'étendre la domination impérialiste, organiser et consolider le latifundio des propriétaires terriens, privés et de l'état ( CAP et SAIS ) . Cela rend la situation de famine, de misère et d'exploitation paysanne chaque jour plus insupportable et désespérée; car ce sont eux qui sont les spoliés et marginaux de la terre. Cela amène aussi à un état de pauperisation et d'appauvrissement accéléré des majorités paysannes. Pour toutes ces raisons la paysannerie a lutté et lutte encore pour la terre, contre l'exploitation semi-féodale, contre les propriétaires fonciers et l'état qui les représente, continuant ainsi le combat ouvert contre la politique agraire du gouvernement, contre la résistance des propriétaires fonciers d'un nouveau type, pour la récupération des terres par les larges majorités paysannes, pour la réalisation de l'alliance ouvriers-paysans et pour l'hégémonie du prolétariat .

Le programme minimum, immédiat que nous devons exiger, est le suivant :

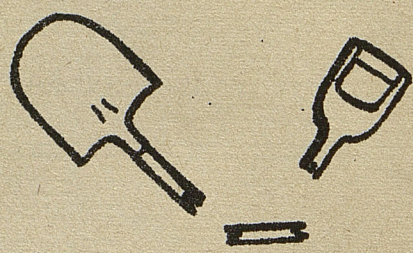
- La terre pour les majorités paysannes
- Contre le paiement de la dette agraire
- Pour la défense des communautés et contre l'imposition des coopératives .
- Pour la défense de la petite et moyenne propriété parcelée
- pour l'augmentation générale des salaires et des paies .
- contre le travail gratuit sous toutes ses formes.
- contre la hausse du coût de la vie
- Pour la baisse des intérêts et contre les prêts obligatoires.
- Pour de meilleurs prix pour les produits des paysans
- contre les expulsions violentes et contre les tribunaux militaires pour les paysans et combattants sociaux
- Contre la CNA, les Ligues Agraires et le décret 19400.

- Pour l'unification et la centralisation classiste de la paysannerie .
- Contre la camarilla droitière, gouvernementale et révisionniste de LETTS-LUNA .
- Pour la reconstruction de la CCP
- Pour l'unification de la lutte du mouvement paysan avec les luttes du mouvement ouvrier et populaire, faisant des concessions concrètes pour arriver à forger l'alliance ouvriers- paysans, impulsant et renforçant le CCUSC .

Pour toutes ces raisons, les bases qui signent ce document, réunies dans la communauté paysanne de San Juan de Catacaos

DECIDENT

- 1.- Que la mesure prise par les bases de se retirer du soi-disant II e Congrès extraordinaire de la CCP, est une mesure correcte .
- 2.- qu'il faut démasquer la ligne, la tactique et le programme anti-paysan, pro-propriétaire terrien et pro-impérialiste de la camarilla droitière, gouvernementale et révisionniste de LETTS-LUNA , qui dirige la CCP, et qu'il faut appuyer les organisations paysannes authentiquement classistes, comme la FEDECAP et la Fédération départementale des paysans du Cuzco .
- 3.- qu'il faut impulser le travail classiste en commençant par les bases trompées de la CCP, non -affiliés et particulièrement par la grande majorité de la paysannerie non-organisée, pauvre, moyenne et salariées .
- 4.- qu'il faut nommer une Commission qui convoquera la II e réunion plénière nationale de Coordination et d'Unification classiste de la paysannerie, et cela dans un délai très bref .
- 5.- qu'il faut appuyer les luttes que réalise la paysannerie , la classe ouvrière et le peuple d'Aréquipa, Moquega, Tacna, Puno, Cuzco, Quillabamba, Collique bajo, Virú, Chulucanas, Chilcay, Polvoreda, ainsi que toutes les luttes du peuple péruvien .
- 6.- Qu'il faut appuyer la délégation de la Fédération départementale du Cuzco, contre l'arbitraire " censure " imposée par la " majorité fantôme " du II e Congrès extraordinaire de la CCP , censure imposée parce que nous avons dénoncé la ligne conciliatrice et pro-gouvernementale de LETTS -LUNA .
- 7.- Pour la reconstruction classiste de la CCP .
- 8.- Pour l'unification et la centralisation classiste de la paysannerie .



VIVE L ' ALLIANCE OUVRIERS - PAYSANS !

LA TERRE , LA LIBERATION NATIONALE ET UN GOUVERNEMENT POPULAIRE-REVOLUTIONNAIRE !

SIGNENT :

- La Fédération des Communautés Com s-Cochas ( Junin )
- La Fédération départementale des Paysans du Cuzco
- La Fédération départementale des Paysans de Piura
- La Fédération régionale des Communautés paysannes du Centre
- La Fédération provinciale des Paysans de La Convencion et Lares
- La Fédération provinciale de Paysans de Jauja

et 6 communautés, 6 syndicats , 2 Comités de paysans, 1 association de petits agriculteurs, la Vallée de Chipillico (Piura) .

# L'AFFAIRE SOTOMAYOR

DOCUMENT EXTRAIT DE PATRIA ROJA N°18

"Momento" l'hebdomadaire du révisionisme créole a publié récemment un article signé par M. Semenev diffusé internationalement par Novosti. Son objectif : attirer l'attention sur la dissolution du groupe de José Sotomayor et sur la réintégration individuelle de ses membres dans les rangs du parti révisionniste en présentant ce fait comme une évidence de la décomposition du groupe qui met face à face les marxistes léninistes au Pérou.

Il est évident que l'article de Marras est destiné au marché international. Le fait qu'il soit distribué en même temps, dans tous les pays latino-américains (en France a été publié un article là-dessus dans le journal "Nouvelle revue internationale" de mai 76) le montre bien. Mais il prouve aussi le consentement du clan révisionniste soviétique qui approuve la voie choisie par Del Prado pour récupérer les sotomayoristes. Suivant à la lettre l'article de Semenev, l'organe officiel des révisionnistes créoles "Unidad" s'est employé à mettre en valeur sur des pages entières une partie de "l'information" qui vraisemblablement avait été présentée lors de la supposée VIIème conférence de son mini-groupe familial, qui s'est réuni exclusivement pour établir sa désintégration officielle.

N'est-ce pas l'occasion de répondre aux théories pseudo-marxistes de J. Sotomayor, qui furent toutes élaborées suivant le goût et le désir des révisionnistes soviétiques. L'anticommunisme qu'il exhibe ne date pas d'hier, son anti-maoïsme non plus. A vrai dire Sotomayor a toujours été révisionniste même après sa rupture avec le clan contre-révolutionnaire de Jorge del Prado en 1964. C'est pourquoi il n'est pas surprenant que les révisionnistes créoles arborent fièrement le misérable drapeau

de Sotomayor ainsi que sa propre plateforme idéologique anticommuniste et anti-maoïste.

Les circonstances dans lesquelles Sotomayor a réintégré les files du révisionisme créole préalable autocritique du style servile le plus abject, voilà en quoi consiste son information, cela ne surprend personne. Ceux qui ont eu l'occasion de lire les épisodiques numéros de "lucha de clases" connaissent très bien son accord politique et tactique avec le clan delpradista. La convergence d'idées du reste, ne date pas d'hier et a toujours été une constante dans son comportement et sa pensée. Si pendant un laps de temps après la rupture organique avec le révisionisme créole Sotomayor réussit à confondre les militants ce fut parce qu'il se présenta comme l'un des défenseurs acharnés du marxisme léniniste même comme "théoricien" et qu'il sut profiter de la faiblesse idéologique et théorique et de l'inexpérience du parti.

Sotomayor est l'auteur du rapport politique à la 4ème conférence. Ce document qui fut approuvé et constitué devint la ligne directrice de l'activité partisane. Bien. Si, à ce document, nous enlevons l'appréciation fondée, de la contreverse suscitée entre les marxistes-léninistes et les révisionnistes au sein du mouvement communiste international, la juste valorisation des positions soutenues par le parti communiste chinois face au révisionisme jruschovista et quelques considérations d'ordre général sur l'organisation, il continue à évoluer dans les bas-fonds révisionnistes. La ligne politique et la marche à suivre exposées là ne diffèrent sur aucun point important avec les thèses soutenues dans les documents du IVème congrès de 1962, avant l'expulsion des révisionnistes créoles, des files du parti. Les mêmes

caractéristiques de la société et des tâches générales de la révolution. Appréciation similaire de la classe du "belaudismo" caractérisé comme représentante de la bourgeoisie nationale. Entière coïncidence sur le point de vue réformiste de la transformation de la société.

Spéculant avec la ligne générale du mouvement communiste international défendue par le PCCH et le PTA, Sotomayor réussit à adhérer au parti connaissant la banqueroute et l'isolement du révisionisme créole. Si celui-ci put ensuite surmonter ses difficultés et émerger avec une certaine force en assurant une position politique importante et en assumant le contrôle de la CGTP, on doit en rechercher l'explication dans la politique opportuniste, la liquidation et l'incompétence de Sotomayor et Paredes à attirer les masses, condamnant le parti à l'isolement et à des ruptures ultérieures en affaiblissant ou annulant son influence et contrôle même dans des secteurs de masses importants comme les milieux bancaires ou agricoles.

La direction révisionniste de la IV conférence contrastait avec l'attente, l'enthousiasme de la révolution Péruvienne des secteurs plus sains et majoritaires du monde militant. C'est dans ces conditions que se réalise la Vème conférence qui corrige les graves erreurs antérieures, s'opposant de fait à la ligne opportuniste de Sotomayor. Mais elle accentue aussi les contradictions internes qui grandissaient rapidement jusqu'à se convertir en antagonisme quand les Sotomayoristes entreprirent leur séparation du parti. Ses efforts pour organiser rapidement un comité central appuré furent vains. Son expulsion des files du parti dans le XIX plenum se transforma en une exigence péremptoire. C'est dans ces conditions que Sotomayor monte avec ses familiers et amis son mini parti qui ne saurait atteindre aucune vigueur politique ni influencer sur aucun secteur social.

Si malgré ses revers il entreprit cependant de jouer au radicalisme surtout dans les questions internationales écrivant même un panégérique de la révo-

lution culturelle prolétarienne chinoise, une telle conduite était motivée uniquement pour obtenir crédibilité et reconnaissance extérieures. Ne pouvant y parvenir, en 1968 il commença à répandre son venin contre la révolution chinoise et la ligne du parti communiste chinois tout en entreprenant son "ouverture" officielle vers le révisionisme international et donnant des signaux verts au clan de J. Del Prado.

C'est pourquoi il est surprenant de remarquer comment le révisionisme international et son agence créole apportent le plus grand soin à présenter sa désagrégation officielle comme un fait politique important et comme une victoire personnelle face aux marxistes-léninistes du Pérou. Le révisionisme connaît bien cette tactique car il connaît de près l'indigence politique et l'abandon de José Sotomayor. Il le sait car outre le fait de le servir comme objet de propagande internationale pour couvrir son isolement et de grossir son contingent de fonctionnaires publics avec l'arrivée de 6 ou 7 bureaucrates conduits par Sotomayor (l'assesseur légal de Emadi-Pérou) il ne reçoit pas autre chose: aucun syndicat ouvrier ou paysan, aucune association de quartier ou d'étudiants, aucune adhésion des masses, maintenant que le révisionisme voit son bateau de papier (le CUOS) couler et le plancher du clan dirigeant de la CGTP s'effondrer.

Voilà quelle est la réalité !

Aux opportunistes de toutes teintes, ils ne reste plus qu'à se regrouper et terminer qu'en se donnant l'accolade ; le spectacle ne sera pas surprenant.

Sotomayor est revenu au seul endroit où'il pouvait trouver de l'espace. C'est l'avenir qui attend ceux qui se montrent incapables de rompre avec le révisionisme créole dans toutes ses conséquences idéologiques, politiques et organiques.

Le prolétariat révolutionnaire continuera sa route invariable et inexorable malgré tous les Sotomayor ou ceux qui le servent ; Malgré tout !



# NOUVELLES

---

## UN HOMMAGE A MARIATEGUI . -

---

Le pèlerinage et la mobilisation du 13 avril, qui avaient pour but la tombe de José Carlos Mariategui - "l'Amauta" - fondateur du parti communiste du Pérou avait été organisée, pour commémorer le 46<sup>e</sup> anniversaire de sa mort . Cet acte a été un évènement politique .

La classe ouvrière et des secteurs populaires avaient compris qu'assister à cette mobilisation signifiait réaliser une action qui devait avertir la réaction dans son ensemble et ses représentants , que le peuple n'était pas disposé de suivre les directives pacifistes du révisionnisme et de ses complices à l'intérieur du CCUSC, qui essaient de boycotter les luttes de classe ( COPAL- CCUSC LIMA ) ,et qui ont essayé d'empêcher la grève nationale du 22 et 23 mars .

Les 5.000 personnes qui se sont réunis dans divers endroits de la ville, avaient été convoqué par les responsables nationaux du CCUSC . Les multiples banderoles annonçaient les consignes populaires ; le CCUSC fut ovationné avec émotion, on réclamait une augmentation des salaires de 100 % , la dérogation des décrets infâmes, la réintégration des travailleurs licenciés, la liberté des prisonniers politiques, la reconstruction de la CGTP authentique, la création des FEDIP, l'alliance ouvriers -paysans et d'un parti du prolétariat; Le parti communiste du Pérou fut également ovationné avec ardeur .

Ceci démontre une fois de plus que dans un moment où la lutte de classe s'exacerbe, ce ne sont ni le révisionnisme ni le réformisme qui peuvent arrêter l'avance révolutionnaire des masses qui marchent vers la révolution .

---

## " POSITION DE CLASSE "

---

Au mois d'avril 1976 fut publié le premier numéro de la revue " POSITION DE CLASSE " , revue qui apporte ,avec une définition claire marxiste-léniniste, la pensée de MAO et l'idéologie du prolétariat. La revue prend sa place dans la littérature révolutionnaire, telle que l'a indiqué " l'Amauta " . Elle paraît dans un moment caractérisé par l'exacerbation de la lutte de classe, c'est à dire, par l'avance fascisante de la Junte Militaire, instrument de la dictature grand bourgeoise et de l'oppression impérialiste d'une part, et d'autre part, de la lutte révolutionnaire et antagonique du prolétariat et du peuple péruvien contre l'exploitation et l'oppression. Elle défend et anime le développement d'une voie indépendante du prolétariat, démarquant des positions et démasquant les révisionnistes, réformistes, trotskistes, infantiles et la métamorphose de la bourgeoisie infiltré dans le mouvement populaire. Car dans cet affrontement idéologique-politique la revue est intransigeante et ne fait pas de concessions . Le réactionnaire décret suprême 006-Tr. qui interdit la publication d'une presse d'expression classiste, n'a pas pu empêcher la publication de " Position de Classe ", imprégné d'esprit prolétaire, et destiné à contribuer au développement de la conscience de classe des mouvements ouvriers et d'autres secteurs populaires . La revue pose et explique les problèmes par une analyse scientifique, d'accord avec le léninisme- marxisme-maoïsme et prend une position militante à côté du prolétariat, dans la lutte pour la libération nationale, la démocratie populaire et le socialisme .

todo con las masas

¡¡¡ada sin ellas!!!  
23

Entre le 19 et le 23 avril - et sur l'initiative de la FEUE, a eu lieu à QUITO, Equateur, la Rencontre des Etudiants Latino-Américain. Participaient à cette Rencontre les délégations de dix pays : FEUE (Fed. des Etudiants de l'Equateur), FEP (Pérou), EED (Santo Domingo), FEUH (Honduras), CUB (Bolivie), UNEB (Brasil), Federation des Etudiants de COSTA RICA, UNAM (Mexique) FUA (Argentine). Cette dernière délégation était arrivée in extremis, car elle avait eu beaucoup de difficultés pour se déplacer.

Déjà avant le commencement de la rencontre et pendant les sessions, elle a été l'objet d'une campagne agressive, d'attaques, de calomnies et même d'appels au sabotage, de la part du révisionnisme international, représenté par la direction de l'OCLAE et du parti révisionniste équatorien, collaborant avec des organisations réactionnaires et pro-impérialistes, comme le parti socialiste révolutionnaire équatorien, le mouvement révolutionnaire de la gauche chrétienne etc. Les attaques de l'OCLAE s'adressèrent surtout à la FEP péruvienne, qu'on accusait "d'avoir l'intention de créer une nouvelle organisation régionale" qui devait s'affronter à l'OCLAE et qui se situerait dans la même ligne que l'impérialisme et ses alliés" (télégramme de l'OCLAE aux fédérations des étudiants latino-américains).

Malgré les attaques et les essais de sabotage du révisionnisme, la Rencontre des Etudiants Latino Américain, renforcée encore par les attaques, a eu un franc succès. Les débats furent suivis avec un véritable intérêt, non pas seulement par les étudiants, mais encore par le peuple équatorien.

Il faut ici signaler que quelques délégués, sous la pression du révisionnisme et poussé par leurs propres positions social-démocrates et opportunistes, se sont retirés de l'assemblée. Ce n'était qu'une petite fraction des délégations du Mexique, du Venezuela et de la Bolivie, qui prétendaient que l'assemblée s'occupait de problèmes qui ne reflétaient pas nécessaires les intérêts des étudiants latino-américains et leurs luttes, comme, par exemple, les expositions concernant le social-impérialisme de l'Union Soviétique et le révisionnisme du gouvernement cubain. ("El Comercio" QUITO, 23.4.76). Plus tard, la fraction de la délégation mexicaine qui s'était retirée, rectifia son attitude et promit d'appuyer les conclusions de l'assemblée.

La première rencontre des Etudiants Latino-américains discutait de questions concernant la Réforme universitaire, son progrès, ses plateformes, les succès obtenus par les luttes des étudiants et leur entrée massive dans le mouvement populaire. Elle abordait en plus, les luttes du MELA (mouvement des Etudiants latino-américain) contre l'impérialisme, l'hégémonisme et le fascisme, ses formes et ses méthodes. La Rencontre a exprimée son accord total avec les luttes de l'Amérique Latine et celles des peuples du monde entier, pour la libération de l'oppression impérialiste.

Cette première rencontre des étudiants marque donc un pas important dans la lutte du MELA, c'est un événement qui impulse l'unification et la coordination. C'est un jalon important sur le chemin qui mène vers la récupération de l'OCLAE pour l'orienter vers des positions démocratiques, anti-impérialistes, progressistes et révolutionnaires. Les secteurs marxistes léninistes du mouvement des Etudiants doivent persévérer dans ce sens et unir toutes leurs forces, pour stimuler le combat contre l'impérialisme et ses serviteurs, ainsi que contre le réformisme et le révisionnisme.

PEROU INFORMATION signale à ses lecteurs que les conclusions de cette assemblée, en langue espagnole, sont tenues à leur disposition à l'adresse du bulletin.

# SOLIDARITÉ

Santo Domingo R. D.

24 juin 1976

Declaration du Bureau Politique du Comité Central de Bandera Roja de la République Dominicaine dénonçant les machinations pour assassiner son Dirigeant J. B. M. à Paris.

Bandera Roja (Marxiste - Léniniste - Moïste)

Nous ne sommes ni de Terroristes ni de Bandits, non plus des Ravisseurs.

La Police Nationale a en moins de 15 jours accusé de trois délits graves, Notre Organisation, p'après ces accusations, Bandera Roja planifieroit des actes de Terrorisme, et notre grand dirigeant Juan B. Mejía, aidé de F. Hernandez Tavares et de Nelson Carretero, organiseroit des vols à main armée, des enlèvements et des raptus.

Nous rejetons de façon catégorique, de telles accusations. L'opinion publique et la Police, n'ignorent pas que Bandera Roja aussi bien dans le passé qu'aujourd'hui, a toujours rejeté le terrorisme individuel; nous estimons que les actes spectaculaires perpétrés par un petit groupe de combattants, exclut le peuple de la lutte contre l'impérialisme et ses laquais. Actuellement, notre ligne politique consiste à REUNIR LES FORCES REVOLUTIONNAIRES, dans un FRONT PATRIOTIQUE NATIONAL, qui luttera principalement contre notre dépendance et pour le sauvegarde de nos richesses minières.

Nous rejetons aussi les accusations formulées contre notre principal dirigeant. Le camarade Juan B. Mejía, n'a jamais été terroriste, il ne s'adonne pas à l'étranger à aucune activité terroriste. Le travail qu'effectue notre camarade, vise à stigmatiser sur le plan international, le Balaguerisme, à promouvoir la défense des droits de l'homme en République Dominicaine, à resserrer les liens d'amitié avec le mouvement communiste international, et à rechercher la solidarité avec la cause révolutionnaire du peuple dominicain.

Nous alertons le peuple face à ces accusations, dont les fins criminelles consistent à créer un climat favorable à l'assassinat à l'extérieur de notre camarade, à l'instar de Maximiliano Gomez, El "Moreno".

Il est évident que le gouvernement de Balaguer, ainsi que ses corps de répression, cherchent à travers leurs fausses accusations à déclencher une vaste campagne de répression contre les dirigeants et les militants de notre organisation ML, et contre toutes les autres organisations Marxistes - Léninistes.

Ces visées de la Police s'intègrent dans la nouvelle escalade de terreur que déclenchera le régime dans le but de démanteler les organisations révolutionnaires, principalement les Marxistes - Léninistes et d'endiguer le mécontentement populaire engendré par le coût élevé de la vie, la pé-

nurie d'eau et les interruptions systématiques et prolongées de l'éclairage. La Balaguérisme cherche au moyen de la répression à détourner le peuple de la lutte pour la satisfaction de ses besoins les plus urgents.

En ce qui nous concerne, cette ruse de la Police, constitue la riposte des ennemis de notre peuple, face au comportement d'avant-garde de BANDERA RCJA qui dans la recherche de l'unité des groupes révolutionnaires prolétariens, pour créer le Parti des Travailleurs Dominicains ( M-L ).

Nous appelons les masses populaires et les organisations révolutionnaires repudier cette machination tramée contre BANDERA RCJA, et à lutter pour déjouer les plans de la police, tout en renforçant la lutte contre les coupures d'électricité, pour la défense et la sauvegarde de nos richesses naturelles, et la satisfaction de leurs revendications.

#### FEDERATION DES ETUDIANTS DU PEROU ( FEP )

##### Solidarité avec les luttes du peuple Bolivien

Les étudiants péruviens des universités, les élèves d'instituts supérieurs, des écoles normales et de l'école de l'art, qui représentent plus d'un demi million, d'étudiants réunis dans la Fédération des Etudiants du Pérou (FEP) protestent énergiquement contre la violation des droits humains telle qu'elle frappe le peuple frère bolivien, qui se trouve actuellement sous la dictature barbare de Hugo Banzer représentant des intérêts de l'impérialisme yankee.

Dernièrement l'armée mercenaire des Rangers, sous le commandement des Berets Verts et des parachutistes, a investi les centres miniers de Huanani, Siglo XXII Catavi, Matilde, Corocoro, etc. Les membres de la direction nationale des Mineurs ont été arrêtés et se trouvent dans les cachots de la police où ils sont torturés. Les écoles du pays ont été fermées pour "des vacances d'hiver" l'Etat de Siege, et couvre feu ont été décrétés. Tous ces faits nous montrent combien cruel et sans pitié est le régime fasciste le plus détesté d'Amérique Latine, pareil à ceux du Chili, du Brésil, du Paraguay, de l'Uruguay et de l'Argentine, où nos peuples frères sont massacrés.

Le régime tyrannique de Banzer veut tromper l'opinion publique en justifiant la répression par des soi disant complot subversifs de l'extrême gauche il interdit même le rapatriement du cadavre du général J.J. TORRES, assassiné par les gorilles de Banzer en Argentine. Nous sommes convaincus que le peuple bolivien n'appuyera et n'appuiera jamais les militaires, nous savons aussi que ceux ont la consigne de "la haine de la classe ouvrière", c'est pour cette raison que les révolutionnaires, et surtout les camarades mineurs et paysans ne transigent avec aucun militaire en Bolivie. Ceux qui l'ont fait même avec TORRES, furent les révisionnistes trafiquants de l'idéologie du prolétariat.

Le peuple péruvien, prévenu des derniers événements douloureux, et suivant les principes de solidarité internationale, demande aux organisations internationales de l'ONU, d'Amnesty International, de la Croix Rouge internationale, de l'Organisation Internationale du Travail OIT, de dénoncer ces faits en commun avec les organisations politiques et syndicales. Tous ensemble nous devons protester contre la répression et dénoncer le fait que notre peuple frère de Bolivie vit les jours les plus noirs de son histoire nationale. Nous profitons de cette occasion pour dénoncer aussi que le camarade René FIGUERAS DEL BARRIO, enfermé dans les geôles fascistes, est gravement malade. Notre solidarité va vers les camarades dans les mines, qui continuent avec succès malgré les mitrailleurs et les fusils de l'armée, leur grève illimitée, elle va vers les paysans, vers les camarades universitaires et vers tout le peuple opprimé.

Lima 20 Juin 1976

Jose Montez Cordova  
Président de la FEP

Manuel Marande los Santos  
Secrétaire de la FEP

¡ POR LA UNIFICACION CLASISTA  
E INDEPENDIENTE DEL CAMPESINADO!

¡IMPULSAR EL **CCUCC!**

¡FORTALECER el **CCUSC** en LUCHA

CONTRA el REVISIONISMO y los  
OPORTUNISTAS que MARCHAN a su  
COLA!:

**CGTP** = SOCIAL - IMPERIALISMO URSS

**CNT** = IMPERIALISMO ALEMAN

**CTRP** = J. M. G. ; { PRO-IMPERIALISMO YANQUI,  
GRAN BURGUESA,  
TERRATENIENTE.

**CTP** = IMPERIALISMO YANQUI

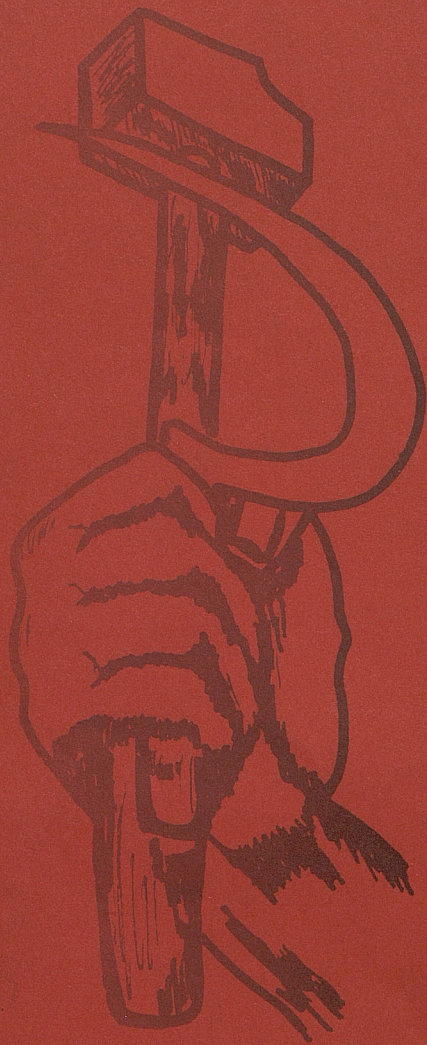
**VR**

**MIR** ≡ NEO - REVISIONISMO , NEO - TROTSKISMO

**PCR**

**POMR** = TROTSKISMO

¡ POR LA RECONSTRUCCION CLASISTA DE LA **CGTP!**



# SOMMAIRE

- \* EDITORIAL
- \* SITUATION ECONOMIQUE  
ET POLITIQUE
- \* MOBILISATIONS POPULAIRES
- \* S U T E P
- \* REPRESSION
- \* DOCUMENTS
- \* NOUVELLES

directrice: c.benard

correspondance et souscription:

b. breton **93** RUE DU BAC  
**75007** PARIS

6 mois . . . 15F  nom . . . . .  
1 an . . . . 30F  adresse . . . . .  
soutien 50F  . . . . .

imp. special censier

LISEZ ET DIFFUSEZ "PEROU INFORMATION"